

N° 4978²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif

* * *

AVIS DU COMITE OLYMPIQUE ET SPORTIF LUXEMBOURGEOIS

(10.9.2002)

Malgré tous les travaux réalisés depuis 1968 en matière d'infrastructure sportive dans notre pays à travers les sept programmes quinquennaux antérieurs, le C.O.S.L. tient à réaffirmer, non seulement l'utilité, mais encore la nécessité d'un prolongement de l'action entreprise depuis 35 ans dans ce domaine. Il approuve dès lors l'approche du Gouvernement de vouloir assurer la continuité de sa politique par la mise en oeuvre d'un 8e programme quinquennal d'équipement sportif couvrant la période allant du 1.1.2003 au 31.12.2007 tel que formulée déjà dans la déclaration gouvernementale de 1999.

Le C.O.S.L. souscrit à l'exposé du Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports alors qu'il s'agit de continuer à répondre de façon appropriée aux besoins suivants:

- insuffisances en matière d'infrastructures sportives ou retard dans leur mise en oeuvre, pour certaines régions du pays jusqu'alors délaissées et encore démunies;
- augmentation continue du nombre d'habitants et par là également du nombre de pratiquants d'activités sportives de tout genre;
- forte diversification des disciplines sportives nécessitant des infrastructures spécifiques et explosion d'activités sportives de tout genre et non seulement de celles à caractère compétitif dans les dernières années.

Le projet de loi dont question compte donc répondre à ces besoins pour les 5 années à venir et a pour objectif de cofinancer pour un montant global de 120.000.000.– € la réalisation d'équipements sportifs par les communes, les syndicats intercommunaux et les organisations sportives nationales.

Ce programme est censé s'adresser à plus de 50 communes et vise en gros la réalisation nouvelle de:

- 10 halls multisports
- 8 halls de sports
- 3 salles de sports
- 13 piscines couvertes et de
- 18 terrains de sports

S'y ajoutent des unités d'un hall de tennis, d'une installation d'escalade, d'une piscine en plein air et d'une patinoire à agrandir. Enfin, ce programme comprend également une demi-douzaine d'installations nouvelles qui possèdent un caractère d'intérêt national et qui revêtent une destination sportive spécifique (cyclisme, ski nautique, canoë-kayak, patinage, boules et pétanque).

Le C.O.S.L. se plaît à relever dans ce contexte que dans les années 1996 et 1997 déjà, dans ses avis respectifs concernant la construction du centre national sportif et culturel et le 7e programme quinquennal d'équipement sportif, il avait notamment attiré l'attention du Gouvernement au fait que le programme modifié et resserré de la „Coque“ devrait nécessairement aboutir, pour les sports délaissés à l'époque, à des solutions de rechange à financer à travers les plans quinquennaux à venir.

5 à 6 ans plus tard, alors que la „Coque“ vient d’ouvrir ses portes, le C.O.S.L. constate qu’il devient urgent de répondre au plus vite maintenant à ces besoins et il souhaite relever aussi qu’à côté des sports mentionnés explicitement dans l’exposé des motifs (cyclisme, ski nautique, kayak, patinage, boules et pétanques), il ne faudrait pas oublier dans ce contexte les infrastructures requises pour les sports mécaniques, à un moment notamment où la perspective d’une coopération transfrontalière en la matière pourrait apporter des solutions appropriées aux besoins actuels.

Le C.O.S.L. se félicite dès lors de la dotation très substantielle (120.– mio € par rapport à 35.– mio € au programme précédent) du programme quinquennal à venir tout en étant conscient que cette dotation ne répond tout simplement qu’aux projets et devis déjà enregistrés au début de cette année 2002.

Dans un ordre d’idées similaires, le C.O.S.L. ne peut qu’approuver dès lors la décision du Gouvernement de vouloir gommer les retards de financement pour les projets déjà achevés et figurant au 7e programme quinquennal en faisant voter en même temps une enveloppe supplémentaire de plus de 22.– mio € qui viennent s’ajouter à la dotation dudit 7e programme voté par la loi du 24 décembre 1997.

Enfin, le C.O.S.L. adhère à l’idée du Gouvernement de vouloir séparer désormais les dépenses pour les nouvelles constructions de celles pour l’entretien et la modernisation des infrastructures existantes. Si les besoins financiers estimés nécessaires en matière de rénovation et de modernisation sont de l’ordre de quelque 20.– mio € pour les trois années à venir, le C.O.S.L. ne manquera pas de veiller à ce que le budget ordinaire du MEN, à partir de l’exercice 2003, soit effectivement doté annuellement d’un crédit spécifique à cet égard dont le montant (environ 7.– mio € par an) puisse subvenir aux besoins constatés.

Pour toutes ces raisons, l’avis du C.O.S.L. sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un 8e programme quinquennal d’équipement sportif et modifiant l’article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le 7e programme quinquennal d’équipement sportif ne saurait être que globalement très favorable, compte tenu aussi du fait que cette programmation pluriannuelle permettra aux communes, aux syndicats de communes et aux associations sportives nationales de pouvoir continuer à se fier à l’engagement de l’Etat dans le financement de leurs programmes d’investissement.

Le C.O.S.L. voudrait néanmoins rappeler en cette occasion certaines remarques et suggestions de caractère plus général déjà formulées dans ses avis sur les deux programmes quinquennaux précédents, réflexions auxquelles le Ministère de l’Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports devrait également accorder une importance primordiale lors de l’exécution de ce 8e programme quinquennal d’équipement sportif même s’il s’agit avant tout de considérations touchant à la conception et à la gestion de l’infrastructure sportive plutôt qu’au financement de cette dernière.

Dans cet ordre d’idées, le C.O.S.L. voudrait inviter une nouvelle fois le Gouvernement à réfléchir aux moyens appropriés à mettre en oeuvre, à travers l’établissement d’un cahier des charges type ou encore à travers l’instauration d’une commission de travail spéciale au sein du Conseil Supérieur par exemple, dans le souci:

- a) de détecter au plus tôt tout défaut de conception possible et de s’assurer de la conception multifonctionnelle d’un complexe sportif à construire afin d’y permettre la pratique d’un maximum de disciplines sportives dans les meilleures conditions de sécurité, de santé et de protection de l’environnement;
- b) de privilégier les réalisations de complexes sportifs à vocation régionale plutôt que locale, à une période où la tendance va notamment vers une multiplication des centres de formation régionaux dans beaucoup de fédérations;
- c) d’améliorer encore la gestion des centres sportifs existants ou à construire afin de garantir des possibilités d’utilisation optimales de tous ces halls, centres et complexes sportifs en solutionnant une fois pour toutes les problèmes de la présence du personnel d’encadrement ou de surveillance de ces installations, notamment dans les complexes scolaires en soirée, sur les week-ends ou pendant les vacances scolaires. Dans ce contexte le C.O.S.L. estime que la situation actuelle sur le marché de l’emploi devrait offrir suffisamment de solutions pour parer aux problèmes latents;
- d) d’assurer aux fédérations et associations agréées, pour leurs activités sportives, l’accès gratuit aux installations et infrastructures sportives financées en majeure partie par les deniers publics.

Enfin, le C.O.S.L. souhaiterait bien être tenu informé, voire consulté, au fur et à mesure de l’établissement du programme d’équipement sportif à soumettre au Conseil de Gouvernement pour approbation selon les termes de l’article 2 du projet de loi dans le cadre du programme directeur de l’aménagement du territoire.